

2016 : la droitisation du paysage politique.

Article rédigé par *Michel Janva*, le 03 janvier 2017

[Source : Le Salon Beige]

Pour Guillaume Bernard, l'année 2016 a été marquée par la poussée des idées d'une droite qui ne cache pas son anti-modernisme. Voici sa tribune dans Le Figarovox :

"En 2016, plusieurs scrutins, élections et référendums, ont marqué l'actualité ; y s'est manifestée une incontestable droitisation du paysage politique des démocraties «occidentales» tant les plus anciennes que d'autres plus récentes. **Les deux événements majeurs sont venus du monde anglo-américain: le Brexit au Royaume-Uni en juin et l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre.** Il n'est pas anodin que les élites anglo-américaines qui ont été le moteur de la globalisation se soient vues rembarquées par le peuple qui a comme enclenché un processus de dé-mondialisation. Il ne faut cependant oublier la présidentielle autrichienne (tenue en mai, annulée en juillet et reportée d'abord en octobre puis en décembre) et le référendum hongrois. En Autriche, le candidat de la droite nationale a failli l'emporter seul contre tous les autres partis. En Hongrie, le référendum d'octobre a rassemblé une écrasante majorité des votants hostiles à la relocalisation des migrants dans le cadre de l'Union européenne, sans qu'il y ait suffisamment de suffrages exprimés pour que la votation ait force légale.

De tous ces scrutins, il est possible de tirer un certain nombre d'enseignements. Les idées s'affichant sans complexe de droite ne font pas à elles-seules la victoire (dans un référendum des courants disparates peuvent converger) ; de même, elles ne rassemblent pas encore une majorité absolue de suffrages (d'où l'échec du FPÖ en Autriche tandis que la victoire du ticket Trump-Pence, avec une minorité de suffrage populaires s'explique par la structure fédérale des États-Unis). **Mais, ce sont bien les idées de la droite ontologique (et non seulement situationnelle), d'une droite qui ne cache pas son anti-modernisme, qui progressent et repoussent vers la gauche du spectre politique les idées qui occupaient son espace électoral ; ce que j'ai proposé d'appeler le «mouvement dextrogyre» (ou «dextrisme»).**

Qu'elle l'emporte ou échoue in extremis, 2016 a vu se concrétiser la déferlante «dextriste». **Son ressort électoral est le populisme.** Avec des caractéristiques propres à chaque pays, celui-ci consiste dans la valorisation de ce qui vient du peuple (angle social) et de ce que fait le peuple (angle démocratique). Il dénonce la distorsion entre le peuple et les élites ; il revendique donc l'exercice de la démocratie directe contre celle représentative. Politiquement, le populisme entend agir pour la protection de celui qui, dans une relation d'altérité, est le plus faible (défense de la main d'œuvre nationale contre la concurrence déloyale, sauvegarde de la dignité de la personne contre sa chosification). Doctrinalement, il se fait le défenseur de l'identité du corps social en tant qu'il est un tout (la nation) contre la juxtaposition d'identités partielles (les communautarismes) ; il affirme que les corps sociaux (comme la famille) existent en eux-mêmes et donc que la volonté des personnes (le mariage, par exemple) serve à s'y inscrire et non à les créer artificiellement.

Il existe donc, dans le vote populiste, un double aspect patrimonial portant sur le niveau de vie (aspect matériel) mais surtout sur le mode de vie (aspect culturel). Le vote populiste, c'est la révolte des classes populaires oubliées et des classes moyennes qui se paupérisent (la «France périphérique» ou l'«Amérique du milieu») contre les métropoles mondialisées et multiculturelles. Au final, le populisme est un anxiolytique: il est l'anti-syndrome de Stockholm.

Outre qu'elle est susceptible de varier en fonction des circonstances nationales, l'idéologie politique portée par le «mouvement dextrogyre» n'est sans doute pas encore parfaitement explicite et homogène. Mais, plusieurs traits caractéristiques peuvent être dégagés. Elle est une combinaison des facteurs suivants:

- l'**identitarisme** (par opposition au multiculturalisme): hostilité envers l'immigration considérée comme un facteur de déstabilisation culturelle et de désagrégation sociale, affirmation des racines chrétiennes des nations occidentales vis-à-vis de l'islamisme mais aussi du laïcisme ;

- le **souverainisme** (par opposition au mondialisme): revendication de pouvoir disposer de son destin (contrôle des frontières), de déterminer son avenir (contrôle du pouvoir normatif) ; «Take back control» fut le slogan des partisans du Brexit ;

- le **subsidiarisme** (par opposition tant au libéralisme qu'au socialisme): rejet tant de la loi de la jungle libérale (travail du dimanche) que de l'égalitarisme socialiste (assistanat) ; préconisation d'un État fort (susceptible d'exercer un protectionnisme douanier) mais limité dans ses domaines d'intervention (baisse des prélèvements obligatoires pesant sur les familles et les entreprises, défense des libertés pour les corps sociaux comme les institutions scolaires et universitaires) ; acceptation d'une société avec marché (où seuls certains biens sont échangeables) et non d'une société de marché (où celui-ci devient la méthode d'analyse de l'ensemble des phénomènes sociaux) ;

- le **conservatisme** (par opposition au progressisme): affirmation de l'enracinement des personnes individuelles et collectives dans une histoire et des traditions ; il ne consiste donc pas en une simple volonté de maintenir l'ordre établi et en un frein au progressisme mais en une réaction aux différentes manifestations de la modernité, aussi bien l'individualisme que le matérialisme (d'où son insistance dans le combat pro-vie).

La France n'échappe pas au «mouvement dextrogyre». Les sondages annoncent un nouveau «21-avril» opposant François Fillon à Marie Le Pen tandis que toute une partie des ténors de la gauche s'affiche désormais social-libérale (Manuel Valls, Emmanuel Macron). Cependant, les partis font encore de la résistance: la recomposition du spectre politique tarde encore et aucun des actuels candidats à la présidentielle ne semble avoir compris le contenu idéologique porté par le «dextrisme». Marine Le Pen cultive le souverainisme mais bascule vers une forme d'étatisme. François Fillon préconise les libertés économiques mais néglige la question identitaire. Tous deux s'adonnent au libéralisme sociétal même s'ils essaient de le mâtinier de marqueurs conservateurs (uniforme à l'école pour l'un, abrogation de la loi Taubira remplacée par un PACS amélioré pour l'autre). Faisant preuve d'une incohérence doctrinale (sous prétexte d'attirer à eux différents segments électoraux), ils ne satisfont donc pas entièrement leur électorat «droitier» qui est, en partie, susceptible de basculer de l'un à l'autre. À moins, chose possible mais difficilement réalisable dans l'état actuel des choses, qu'une meilleure offre politique ne se présente à lui..."